

Vers un aggiornamento de l'institution militaire

Par Ali Mebroukine*

Introduction

Un consensus émouvant rassemble une grande partie de la population algérienne pour dénoncer le rôle que se serait attribué l'institution militaire dans la gestion des affaires du pays depuis 1962. Il s'agit d'une sorte de pensée unique faisant du haut-commandement militaire la cible familière de nombre de nos concitoyens et a fortiori des observateurs étrangers.

Pour ne pas trop nous nuire à nous-mêmes par un mauvais diagnostic, il est utile de rappeler quelques éléments. L'armée algérienne s'est constituée comme une des sources du pouvoir à la suite d'un long processus historique qu'une volonté politique unilatérale n'eût pu, à elle seule, contrarier.

L'absence d'une tradition nationale et par voie de conséquence d'une tradition étatique qui remonte à la nuit des temps explique largement, sans la justifier, l'intangibilité de l'institution militaire en tant que colonne vertébrale du régime algérien.

L'armée algérienne, qui ne saurait demeurer insensible aux mutations qui se produisent alentour, est en train d'accomplir son aggiornamento, lequel, pour paraphraser le D'Saâdi, n'est pas visible, mais n'en est pas moins réel. Le seul fait que toute forme de répression ait disparu de l'espace public constitue en soi une formidable avancée par rapport à de nombreux autres pays, notamment arabes.

Ceci dit, ce que personne de sensé ne devrait perdre de vue, c'est que l'effacement de l'armée du champ politique ne peut avoir de sens que si les Algériens sont capables de se donner un régime représentatif qui fonctionne dans la transparence et qui est perçu comme légitime.

A quoi cela servirait-il que l'armée se retire du champ politique par la grande porte si c'est pour être contrainte d'y revenir par la petite lucarne afin de sauver l'Algérie du chaos où l'auront enfermé une classe de politiciens irresponsables.

Nous évoquerons successivement le rôle historique de l'armée algérienne (I), la contribution de l'ANP à la construction du socialisme (II), le fait que l'armée algérienne n'est plus la source exclusive du pouvoir (III), le rôle globalement négatif des élites intellectuelles (IV), la fonction d'alibi joué par les partis et le mouvement associatif (V), la vocation actuelle et à venir des services de sécurité (VI), enfin les perspectives qui s'offrent à l'Algérie dans le cadre d'un nouveau pacte social interne (VII).

I) Le rôle historique de l'armée algérienne (1954-1965)

C'est un lieu commun de rappeler que l'institution militaire constitue la colonne vertébrale du régime. Elle l'est historiquement non pas depuis la mise à l'écart de Abane Ramdane à l'occasion du deuxième CNRA⁽¹⁾, mais depuis la victoire du courant activiste sur le courant messaliste (au cours de l'année 1954) et l'obligation dans laquelle s'est trouvé le courant centraliste de rallier le premier.

Dès lors que le mouvement national avait fait le choix de libérer

l'Algérie par les armes, le militaire ne pouvait que préempter le cours de la Révolution.

En réalité, le paradigme ramdani-nien de la supériorité du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur arrivait trop tard. Le retournement de ce paradigme s'opère définitivement dans le courant de l'année 1959, lorsque l'ALN de l'intérieur est défaite par l'armée coloniale.

Le combat sur le terrain est perdu. Le centre de gravité de la Révolution se déplace vers trois institutions : le GPRA, le CNRA et accessoirement vers le Conseil interministériel de la guerre (CIG), donnant à leurs ambitions concurrentes une allure qui inquiète l'EMG. H. Boumediene fait alors siens les griefs formulés naguère à leur encontre par les chefs des wilayas de l'intérieur mais sans pouvoir se prévaloir d'une légitimité historique comparable.

Contrairement à ce que soutient l'historiographie académique dominante, il n'y a pas eu de dérive pré-torienne du mouvement national, à la faveur de l'émergence de l'EMG. La montée de l'EMG correspond à la défaite militaire des wilayas de l'intérieur et à la prétention du GPRA de s'approprier les dividendes de l'indépendance virtuelle.

Le colonel Houari Boumediene était sans doute moins légitime que les colonels de l'ALN de l'intérieur mais il n'avait aucune raison de s'effacer devant le GPRA, alors surtout que l'EMG était une émanation on ne peut plus légale du CNRA⁽²⁾.

Enfin, le charisme de H. Boumediene, son immense popularité auprès des djounoud, sa vision de l'Etat faisaient de lui le leader politique le plus incontestable auquel l'Algérie eût pu espérer au regard des luttes de clans auxquelles se livraient certains des membres les plus influents du GPRA et du CIG.

Quant à l'éviction de Ahmed Ben Bella le 19 juin 1965, elle ne constitue nullement un coup d'Etat, mais au contraire un acte majeur de rétablissement d'un Etat qui menaçait de s'effondrer.

Sans doute Ahmed Ben Bella ne méritait-il pas de rester en détention 15 ans durant dans une Algérie qu'il avait contribué à libérer, à côté de beaucoup d'autres.

Son renversement a les apparences d'un coup de force militaire, puisque c'est en s'appuyant sur l'armée que H. Boumediene parvient à se hisser à la tête d'un Conseil de la Révolution et imposer ses choix politiques. Mais, sur le fond, il s'agissait d'une entreprise révolutionnaire, ayant reçu l'onction d'un vaste spectre de personnalités politiques, allant d'anciens chefs militaires des wilayas de l'intérieur jusqu'à des personnalités sans étiquette politique précise, tel B. Boumaâza.

A. Ben Bella avait réussi en moins de trois ans à faire l'unanimité contre lui et il conduisait assurément l'Algérie vers une impasse sur le plan économique, social et culturel. Il est évidemment erroné de laisser entendre que l'élimination politique de A. Ben Bella le 19 juin 1965 inaugurerait une tradition de coups d'Etat en Algérie.

Cette pétition de principe est l'aveu d'une profonde ignorance de l'histoire comparée. Que l'on prenne

l'exemple de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce, de la Turquie, de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Paraguay, dont l'itinéraire historique est jalonné de soubresauts militaires, ceux-ci n'ont nullement fait obstacle, en vertu d'on ne sait quelle loi des sociétés, à l'avènement de la démocratie et du pluralisme acquis qui semblent aujourd'hui irréversibles.

Il n'y a aucun fil d'Ariane entre l'élimination politique de A. Ben Bella et par exemple l'interruption du processus électoral en décembre 1991, la démission contrainte de C. Bendjedid ou encore le départ volontaire de L. Zeroual (si l'on en croit, tout au moins, le communiqué de l'ancien président de la République publié le 14 janvier dernier).

Ces événements se déroulent à des années de distance les uns des autres et obéissent à des temporalités distinctes par leur nature, la personnalité des acteurs et les circonstances politiques. Affirmer que le président H. Boumediene a pu être l'inspirateur posthume des «pronunciamientos» de 1992 et de 1998 est un sophisme entretenu par ceux qui cherchent à présenter le coup de force militaire pour un invariant de l'histoire de l'Algérie indépendante.

II) L'armée algérienne au service de la construction du socialisme

Durant la période 1965-1978, l'armée algérienne est invitée à participer à la construction de l'Etat et à contribuer au développement économique de la nation (barrage vert, transsaharienne, etc.).

La modernisation de l'armée et surtout sa professionnalisation ne sont pas inscrits dans l'agenda du président H. Boumediene.

Aucun spécialiste de l'Algérie de cette époque ne qualifie le régime de H. Boumediene de «dictature militaire». Les auteurs les plus hostiles au régime de cette époque (A. Lahouari, M. Harbi) ne vont pas jusqu'à considérer que H. Boumediene a cherché à imposer la domination d'une caste militaire sur le peuple.

H. Boumediene était issu de l'armée, il avait dirigé le COM Ouest puis l'EMG, il était resté jusqu'à la fin de sa présidence ministre de la Défense en titre et en exercice. Mais d'aucune façon, l'armée n'avait vocation, à ses yeux, à s'autonomiser par rapport aux autres institutions de l'Etat.

Elle était partie intégrante d'un système voué à la construction du socialisme, à la lutte contre le sous-développement, et à la récupération des richesses naturelles pour la satisfaction des besoins de toutes les populations⁽³⁾.

Durant cette période, H. Boumediene préfère s'appuyer sur des officiers supérieurs issus de l'armée coloniale qui avaient rejoint les rangs de l'ALN, à partir de 1958-1959 et pour certains d'entre eux, à partir de 1960 et même 1961.

H. Boumediene les connaissait individuellement et leur avait confié des tâches d'intendance lorsqu'il prit en main les destinées de l'EMG. Ce que l'on appelle les «déserteurs de l'armée française» (les DAF) étaient évidemment des inconditionnels de H. Boumediene, à la différence des anciens chefs de wilayas de l'intérieur qui ne nourrissaient aucun complexe à l'égard du président du

Conseil de la Révolution et connaîtront des fortunes diverses après avoir cherché à s'opposer à lui.

L'institution du service national obligatoire à partir de 1969, la création de l'Académie militaire interarmes de Cherchell, l'envoi à l'étranger pour des formations de longue durée des officiers les plus méritants participaient de la volonté du président Boumediene de créer une véritable armée nationale issue de l'Algérie profonde.

Il n'avait pas de projet précis sur l'armée de métier. Mais pour lui, la conscription obligatoire était l'instrument du rassemblement des Algériens, un des moyens de consolider la nation algérienne dont l'existence avait constamment été niée, y compris par nombre de ses propres enfants.

L'élaboration de la Constitution du 22 novembre 1976, l'élection du président de la République au suffrage universel et les mesures de libéralisation politique que H. Boumediene comptait prendre à l'occasion du 4^e Congrès ordinaire du FLN auquel il ne participera pas, constituaient autant d'éléments qui préfiguraient sa vision de l'Etat algérien. Selon lui, l'armée devait jouer un rôle clé au commencement de ce processus car elle constituait, pour des raisons historiques qui dépassaient la volonté propre des acteurs politiques du moment, l'institution la plus homogène et la mieux soudée⁽⁴⁾. Seule l'armée pouvait être garante de la concrétisation des choix politiques et idéologiques qui avaient été proclamés à l'occasion du Congrès de Tripoli.

La filiation que certains historiens croient utile d'établir entre la militarisation du mouvement national, à partir de 1957-1958 et le rôle historiquement limité que H. Boumediene assignait à l'armée, sur le plan politique, est pur fantasme.

III) L'armée algérienne, source non exclusive du pouvoir

Depuis le milieu des années 1980, le poids du technocratie est allé croissant dans le processus de décision.

La gestion des affaires publiques ne pouvait plus faire bon marché des critères de compétence, surtout lorsqu'il s'est agi de mettre en œuvre des décisions complexes, à partir notamment de 1989-1990 avec l'entrée progressive de l'Algérie dans l'économie de marché.

La montée du technocratie autonomise davantage les civils dans l'appareil d'Etat et diminue dans le même temps les capacités organisationnelles de l'armée dans la gestion des questions économiques, sociales, culturelles et même internationales.

Il est probable qu'une technobureaucratie de plus en plus puissante, par essence conservatrice, a pu faire obstacle aux réformes engagées par K. Merbah puis M. Hamrouche, à une époque où chaque administration avait tendance à défendre son pré carré, ses lignes budgétaires, ses procédures.

Il en est résulté une perte d'influence de l'institution militaire pour coordonner et gérer les affaires publiques par le seul truchement des centres de décision qui lui étaient soumis directement⁽⁵⁾.

Après 1979, sous l'impulsion du président Bendjedid, l'armée est

1^{re} partie

l'objet de substantielles modifications de structures et à partir de 1984 ne s'implique plus dans les jeux de pouvoir qu'elle abandonne à une classe politique nominalement en charge des affaires de l'Etat.

C'est contrainte et forcée qu'elle intervient lors des émeutes d'octobre 1988 puis, en juin 1991, pour déloger les troupes du FIS qui occupaient illégalement l'espace public.

L'armée intervient également en 1992 pour interrompre le processus électoral à la demande insistante de tous les laïcisans que terrassait la menace rampante d'un péril vert irrésistible. Elle intervient la même année pour mettre en place des institutions provisoires qui sortaient du cadre de la légalité définie par la Constitution du 23 février 1989 (HCE, CCN).

Elle refuse, en revanche, en 1993, d'entériner l'«économie de guerre» préconisée par le chef du gouvernement de l'époque, B. Abdeslam, de crainte de voir éclater de nouvelles émeutes (cette fois-ci des émeutes de la faim) qu'elle aurait été obligée de réprimer, à son corps défendant, en endossant les impérities d'apprentis sorciers, civils de leur état, irresponsables sur le plan sécuritaire, portés congénitalement à la recherche de paravents commodes et peu enclins à pratiquer l'examen de conscience.

Ceci dit, la pacification de l'espace politique est en partie due au désengagement de l'institution militaire. Trois ordres de circonstances permettent de l'expliquer.

En premier lieu, comme il a été dit plus haut, les décideurs militaires ne sont plus systématiquement parties prenantes de la gestion des affaires publiques. Ils ont passé le relais à des techniciens qui disposent d'une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir d'Etat, mais, plus encore, ne procèdent plus formellement de l'institution militaire.

En second lieu, les procédés de cooptation des membres de la classe dirigeante et des élites politiques en général se font de plus en plus subtils, à telle enseigne que le haut-commandement militaire semble tenu à l'écart du choix d'un grand nombre de responsables civils et s'en accommode.

En troisième lieu, le jeu des clans s'est complexifié, à mesure que s'établissaient des passerelles entre les différentes sphères de la vie publique, tandis que l'insertion de l'Algérie dans l'économie mondiale et sa présence au cœur d'un ensemble géostratégique vital pour l'Europe et les Etats-Unis font intervenir des acteurs extérieurs au jeu politique national stricto sensu dans une mesure encore inconnue mais néanmoins réelle⁽⁶⁾.

IV) Les élites intellectuelles entre veulerie, opportunisme et imposture

Je me situerai à l'opposé de la thèse qui consiste à pointer du doigt la position marginale des intellectuels laïcisans et leur inaptitude à mobiliser les populations autour des vertus de la sécularisation de l'espace public⁽⁷⁾.

On ne peut reprocher aux intellectuels algériens acquis aux valeurs de la démocratie et des droits de l'homme de refuser de se résigner à leur marginalisation.

Suite en page 8